

**Direction départementale
de la protection des populations**

Grenoble, le 11 juin 2020

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Julie MICCOLI

Téléphone : 04 56 59 49 68

Mél : julie.miccoli@isere.gouv.fr

Arrêté préfectoral N°DDPP-IC-2020-06-07

**PORTANT OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE
sur la demande d'autorisation environnementale présentée par
la société SOITEC
en vue de l'extension et de l'augmentation de la capacité de production
de son installation sur la commune de Bernin**

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre II, chapitre III (participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement), titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU l'ordonnance n°2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire ;

VU la demande formulée par SOITEC (siège social : Parc technologique des Fontaines – Chemin des Franques – 38190 Bernin) ayant fait l'objet d'un accusé de réception le 22 octobre 2019, complétée le 18 mars 2020 en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre et d'augmenter la capacité de production de son installation implantée sur les parcelles cadastrales N° 44, 121, 124, 125 section AT et N°101,128, 130, 184, 226, 256, 265, 268, 269, 270, 273, 274, 275, 306, 315, 316, 317, 318, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 362, 363, 364, 366, 367, 413 section AV de la commune de Bernin ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes du 19 mai 2020 précisant que le dossier complet et régulier, peut être mis à l'enquête publique ;

VU la décision n°E20000062/38 du 8 juin 2020 par laquelle le président du tribunal administratif de Grenoble a désigné M. Daniel TARTARIN en qualité commissaire-enquêteur ;

VU la décision N°2019-ARA-KKP-1829 de l'autorité environnementale en date du 5 avril 2019, précisant, à l'issue d'un examen au cas par cas, que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, cette décision étant jointe au dossier d'enquête et mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Isère en vue d'assurer l'information du public ;

VU les avis émis par la délégation départementale de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes, par la direction départementale des territoires de l'Isère, par Grenoble Alpes Métropole, par la communauté de communes Le Grésivaudan et par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère, annexés au dossier d'enquête ;

CONSIDÉRANT que ce projet doit être soumis aux formalités de l'enquête publique prescrite par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le site concerné est répertorié dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

Rubriques	Alinéa	Classement	Libellé de la rubrique
1630		NC	Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique à plus de 20% en poids
2561		DC	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)
2565	2a	E	Traitement de surface des métaux par voie chimique 2- Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium). a) Le volume des cuves étant supérieur à 1 500 L
2575		D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW
2910	A-2	DC	A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW
2921	a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge) La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW

4110	2a	A (SSB)	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t
4120	2a	A (SSB)	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t
4120	3	NC	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t
4130	3	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t
4310		NC	Gaz inflammables Catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t
4331		NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.
4430		NC	Solides pyrophoriques catégorie 1
4431		NC	Liquides pyrophoriques catégorie 1
4441	2	D	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3
4442		NC	Gaz comburants catégorie 1
4510		NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1
47XX		A	Rubriques nommément désignées
1185	1b	D	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l
1185	2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg

A (autorisation) (mentionner le classement seuil Haut / seuil Bas Seveso pour les ICPE), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle périodique), NC (non classée)

CONSIDÉRANT que le site concerné est également répertorié dans la nomenclature loi sur l'eau sous les rubriques suivantes :

Rubrique IOTA	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature et caractéristiques du projet
2150	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface totale du site : 110505 m ² (11,0505 ha) Nouvelles surfaces imperméabilisées dans le cadre du projet : Voiries : 13 674,5 m ² Toitures : 6 010 m ² soit 19 684,5 m ² (1,96845 ha)
2210	D	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m ³ /j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ; 2° Supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m ³ /j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	Module inter annuel de l'Isère : 178 m ³ /s Rejet des eaux industrielles en tenant compte du projet : 4000 m ³ /j soit 0,026% du débit moyen interannuel de l'Isère
3220	D	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D)	Nouvelle plateforme déchet (y compris voirie créée) : 2 700 m ² Fab 5G (bâtiment locaux techniques jusqu'à plateforme H2) : 4000 m ² Total : 6700 m ²

CONSIDÉRANT, en application de l'article L.123-9 du code de l'environnement, que la durée de l'enquête publique peut être réduite à quinze jours, le projet ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le rayon d'affichage, pour la rubrique 47XX, fixé à 3 kilomètres, intéresse, pour le département de l'Isère, les communes de Bernin, la Combe de Lancey, Crolles, Froges, Laval, Saint-Ismier, Saint-Mury-Monteymond, Saint-Nazaire-les-Eymes, le Plateau des Petites Roches, Sainte-Agnès et Villard-Bonnot ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : La demande susvisée sera soumise à une enquête publique d'une durée de 17 jours à compter du lundi 6 juillet 2020 à 13h30 et jusqu'au mercredi 22 juillet 2020 à 17h30 dans la commune de Bernin.

ARTICLE 2 : Pendant toute la durée de l'enquête publique, un exemplaire du dossier ainsi qu'un registre d'enquête dans lequel pourront être consignées les observations et propositions relatives au projet, seront tenus sur support papier, à la disposition du public, à la mairie de Bernin aux jours et heures habituels d'ouverture au public de celle-ci.

L'accès en mairie se fera dans le respect des règles sanitaires en vigueur au moment de la consultation.

Le dossier d'enquête publique sera également mis en ligne et consultable sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant toute la durée de l'enquête publique.

Monsieur Daniel TARTARIN, désigné en qualité de commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public en mairie de Bernin pour y recevoir les observations et propositions des intéressés, qui pourront, à cette occasion, être également inscrites dans le registre prévu à cet effet, aux jours et heures suivants :

- Lundi 6 juillet 2020 - de 13h30 à 17h00
- Mercredi 15 juillet 2020 – de 8h30 à 12h00
- Mercredi 22 juillet 2020 – de 14h00 à 17h30.

Lorsqu'elles seront présentées par lettre, les observations et propositions du public devront être adressées à monsieur le commissaire-enquêteur, domicilié à la mairie précitée, pour être annexées au registre d'enquête par ses soins.

Le public pourra également adresser ses observations par voie électronique à l'adresse suivante : ddpp-observations-ic@isere.gouv.fr jusqu'au mercredi 22 juillet 2020 à 17h30. Les observations et propositions seront annexées au registre d'enquête tenu à la mairie de Bernin.

Les observations et propositions transmises par voie électronique, seront consultables, dans les meilleurs délais, sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr).

Les observations du public seront consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande, pendant toute la durée de l'enquête publique.

Les informations relatives à l'enquête publique pourront être consultées sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier mis à l'enquête publique auprès du service installations classées de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de l'Isère, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

ARTICLE 3 : Des affiches annonçant l'enquête publique seront apposées, quinze jours au moins avant l'ouverture de celle-ci, soit le vendredi 19 juin 2020 au plus tard, par les soins du maire, à la mairie de Bernin et dans le voisinage de l'installation projetée, de manière à assurer une bonne information du public.

Cet affichage fera l'objet d'un certificat établi par le maire et adressé à la DDPP de l'Isère (service installations classées), au terme de la durée de l'enquête publique.

ARTICLE 4 : Il sera également procédé à un affichage, dans les conditions précisées à l'article 3, sur le territoire des communes de la Combe de Lancey, Crolles, Froges, Laval, Saint-Ismier, Saint-Mury-Monteymond, Saint-Nazaire-les-Eymes, Plateau des Petites Roches, Sainte-Agnès, Villard-Bonnot, mais aussi sur les territoires de la communauté de communes Le Grésivaudan et de Grenoble-Alpes Métropole ;

Les certificats d'affichage seront adressés par chaque collectivité à la DDPP de l'Isère (service installations classées) au terme de la durée de l'enquête publique.

ARTICLE 5 : Le responsable du projet apposera, sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, soit le vendredi 19 juin 2020 au plus tard, et pendant toute la durée de l'enquête, des affiches annonçant celle-ci sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches devront être visibles et lisibles des voies publiques et être conformes aux dispositions de l'arrêté du ministre chargé de l'environnement du 24 avril 2012, fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : En outre, un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Isère, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête publique, en vue de l'information du public.

Cet avis d'enquête publique ainsi que le résumé non technique de l'étude d'incidence environnementale du dossier de demande d'autorisation environnementale, seront publiés sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique.

ARTICLE 7 : Les conseils municipaux des communes de Bernin, la Combe de Lancey, Crolles, Froges, Laval, Saint-Ismier, Saint-Mury-Monteymond, Saint-Nazaire-les-Eymes, Plateau des Petites Roches, Sainte-Agnès et Villard-Bonnot ainsi que le conseil communautaire de la communauté de communes Le Grésivaudan et le conseil métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole seront appelés à formuler un avis motivé sur ce projet, dès l'ouverture de la phase d'enquête publique et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête publique.

Les délibérations intervenues, devront préciser le nom du pétitionnaire et de la commune du lieu de l'établissement et être adressées à la DDPP de l'Isère – service installations classées.

ARTICLE 8 : Au terme de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, après avoir procédé à la clôture du registre, convoquera le pétitionnaire dans la huitaine et lui communiquera les observations et propositions écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire un mémoire en réponse, dans un délai de quinze jours.

Le commissaire-enquêteur rédigera son rapport et ses conclusions motivées et enverra à la DDPP de l'Isère (service installations classées), le dossier complet, y compris les avis des conseils municipaux, dans les trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur à la DDPP de l'Isère (service installations classées), ainsi qu'à la mairie de Bernin pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique. Ces documents seront publiés sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) dans les mêmes conditions de durée.

ARTICLE 9 : La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus. L'autorité compétente pour prendre cette décision est le Préfet de l'Isère. Elle constitue un acte administratif à caractère individuel, dont le seul bénéficiaire est l'exploitant.

ARTICLE 10 : Toute information sur le projet peut être demandée soit auprès de Monsieur Claude TALON, responsable de ce dossier au sein de la société SOITEC (tél : 04.76.92.98.08 – claudetalon@soitec.com) ou également auprès de Madame Alexandra TISSOT (tél : 04.76.92.75.00 - alexandra.tissot@soitec.com), soit au service installations classées de la DDPP de l'Isère située 22 avenue Doyen Louis Weil à Grenoble (tel : 04.56.59.49.68).

ARTICLE 11 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en charge des installations classées, les maires de Bernin, la Combe de Lancey, Crolles, Froges, Laval, Saint-Ismier, Saint-Mury-Monteymond, Saint-Nazaire-les-Eymes, le Plateau des Petites Roches, Sainte-Agnès, Villard-Bonnot ainsi que les présidents de la communauté de communes Le Grésivaudan et de Grenoble-Alpes Métropole sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au commissaire-enquêteur et au pétitionnaire.

Grenoble, le

Pour le Préfet et par délégation
Le chef de services



Annick SCHWARZ

